

extrêmement soignée et en détail parce que l'on demande comment nous allons effectuer ce changement. Ma réponse est bien sûr que nous n'introduirons pas le libre commerce du jour au lendemain, mais que nous concluons un accord afin de le faire par étape. Si nous étudions l'histoire du marché commun européen, ils avaient encore bien plus de raisons que nous de s'inquiéter des conséquences du libre commerce européen sur les industries de certains pays. Deux choses sont arrivées: L'une fut que les Français furent assez intelligents pour modifier leur situation de concurrence en dévaluant leur monnaie avant que ne soit créé le marché commun. Tout d'un coup, au lieu de sembler être un pays cher, sans concurrence, il pouvait rivaliser avec les meilleurs d'entre eux. Les Français ont très bien agi en étant assez intelligents pour modifier leur taux de change afin qu'il corresponde à ce qu'ils considéraient comme des changements de prix, de coûts et à la situation de concurrence qui en résultait. La seconde fut qu'ils s'arrangèrent pour introduire le libre commerce par étapes en supposant qu'il fallait tout ce temps-là aux hommes d'affaires pour s'adapter. En fait, les hommes d'affaires se sont eux-mêmes mis à demander d'accélérer le processus en disant qu'ils pouvaient s'adapter. Dans les documents produits par le Comité canado-américain que j'ai mentionné, on parlait de cinq ans du côté américain et de dix ans du côté canadien. Je croirais, comme c'était le cas en Europe, que lorsque nous aurons opté pour une voie, on se dira: pourquoi perdre du temps, il faut nous y mettre immédiatement puisque la décision est prise.

Le sénateur Grosart: Monsieur le président, ma question supplémentaire a trait à ce qu'a dit M. Johnson sur les études relatives au changement en matière de productivité nationale. Quelle a été la tendance générale qui s'est dégagée de ces études? Pourriez-vous également nous donner le nom des auteurs, car il serait peut être très important de les inviter à témoigner un jour ou l'autre.

M. Johnson: L'étude la plus importante a été faite par Ronald et Paul Wonnacott. Elle est de bien des façons considérée comme la plus approfondie, mais elle l'est surtout en matière d'années hommes hautement qualifiés. De nombreuses autres études valables ont été faites, mais elles sont moins complètes. Autrement dit, les études du comité canado-américain tentent de tirer profit du fait que le Canada a beaucoup de gens de qualité, mais comme il n'a pas trop de temps à consacrer à ce sujet, il n'a pas approfondi tous les aspects du problème.

Le résultat général ne correspond pas à l'image que se faisaient les détracteurs du libre échange. Il en ont résulté deux aspects qui ne sont pas nécessairement aussi utiles l'un que l'autre. D'abord, en général, le Canada en bénéficierait beaucoup de même que l'industrie manufacturière canadienne. C'est le cas des résultats de l'étude de Wonnacott. La raison en est fort simple: notre échelle des salaires est beaucoup moins élevée et, géographiquement, notre industrie du sud de l'Ontario et du Québec fait partie du parc industriel qui forment le Michigan, New York, Boston etc. Du point de vue de la concurrence industrielle, du transport et d'autres exigences, nous sommes beaucoup mieux situés que Denver, Colorado qui, en fait, est une ville périliciteuse et certaines autres villes du Mid-West comme Minneapolis, et St. Paul.

D'autre part, si nous voyons le Canada comme un tout et considérons l'influence générale, cette étude tend à indiquer que les avantages iront à l'Ontario et au Québec. Les Maritimes d'une part et les provinces centrales d'autre part souffriront probablement plus que présentement de

leur situation désavantageuse. Présentement, elles ont certains avantages dus aux tarifs et une position privilégiée sur le marché central canadien en conséquence de différentes politiques gouvernementales qu'elles perdront, bien entendu, dans un arrangement de libre échange. Toutefois, il en serait de même pour certaines régions américaines qui bénéficient aussi des tarifs américains et auraient tendance à perdre à l'avantage de l'Ontario, du Québec et aussi de la côte Ouest, qui jouit d'un accès spécial à la bande industrielle dans cette partie des États-Unis. Donc, d'une part, il y aurait un avantage pour l'ensemble de l'industrie canadienne; et d'autre part, une certaine perte pour certaines régions.

Nous devons nous souvenir que la capacité de faire concurrence dans l'industrie est une question non seulement de politique commerciale, mais aussi de la sorte de gens que nous formons, de l'éducation que nous leur donnons et de l'emplacement de l'exploitation manufacturière. Notre population est assez bien instruite par rapport à la plupart des pays et notre situation est bonne pour notre secteur du Canada relativement à la partie la plus industrialisée jusqu'ici aux États-Unis.

J'ai mentionné plus tôt ce grand mouvement marqué aux États-Unis vers le sud-ouest. Au cours des années, il pourrait très bien changer l'influence sur le Canada du commerce libre avec les États-Unis. De la même façon que la Nouvelle-Angleterre et New York tendent vers la baisse, Toronto et Montréal pourraient baisser par rapport à Vancouver, Calgary, Edmonton et autres centres en raison du mouvement de l'industrie américaine vers la côte Ouest, comme elle continue à le faire. Ces régions du Canada seront, plus que celles-ci, avantagées. On dit que la population a tendance à se déplacer vers des climats plus hospitaliers. La population peut, plus qu'autrefois, se permettre de vivre sous des climats plus propices et aller vers l'industrie. Nous pouvons constater les modifications majeures dans toute la politique et l'économie nord américaine, y compris le Canada et les États-Unis. Nous pouvons assister à ce phénomène dans d'autres continents. A cause du transport aérien, de la climatisation et de bien d'autres améliorations, les lieux où nous avions coutume de vivre deviennent invivables, comparativement à d'autres endroits où la population a résidé, sans même désirer le faire. Nous assistons à des modifications importantes qui ont, entre autres, des conséquences politiques.

En Europe, on est en train de rajeunir la Méditerranée, qui, autrefois, a été le noyau de la civilisation européenne et pendant longtemps, elle a dépéri et elle est aujourd'hui en voie de redevenir un secteur fort actif de l'économie européenne. Toutefois, je ne m'attarderai pas trop sur cet aspect historique de la question.

La réponse à votre question, c'est que, dans son ensemble, l'industrie canadienne conviendra parfaitement. Mais certaines provinces réussiront mieux que d'autres.

Le sénateur Grosart: Croyez-vous que le libre échange nivelera horizontalement la productivité dans les régions actuelles représentées par les 10 ou 12 membres de notre présent marché commun au Canada, ou s'il se produira une accentuation des problèmes régionaux que nous avons déjà?

M. Johnson: Je crois qu'il se produira une accentuation des problèmes régionaux. Mais il nous faut aussi tenir compte que les États-Unis, parce qu'ils éprouvent le même problème, ont aussi des régions qui ne se prêtent pas beaucoup à la concurrence et qui auraient tendance à